

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
65 Boulevard François Mitterrand
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 09/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



COURPIERE RECYCLAGE (CLAUSTRE)

La Croix
63940 MARSAC EN LIVRADOIS

Références : 20221109-RAP-63-1243-inspCourpiere recyclage_VuSL.odt
Code AIOT : 0005603200

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement COURPIERE RECYCLAGE (CLAUSTRE) implanté ZI de Lagat 63120 COURPIERE. L'inspection a été annoncée le 13/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de suivi du site. Les deux thématiques retenues sont l'activité broyage de bois (plainte sur les émissions de poussières en 2021) et l'activité VHU.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COURPIERE RECYCLAGE (CLAUSTRE)
- ZI de Lagat 63120 COURPIERE
- Code AIOT : 0005603200
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La SARL COURPIERE RECYCLAGE exploite une plate-forme de tri, transit et regroupement de déchets et de VHU. Elle relève du régime de l'enregistrement pour l'activité VHU (AP du 13 novembre 2019, rubrique 2712) et bénéficie du régime de déclaration pour les autres rubriques :

1/ 2710-2 : Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, le volume des déchets susceptible d'être présent est supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur 300 m³. (volume déclaré : 200 m³)

2/ 2713-2 : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux ; La surface étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m² (surface déclarée : 500 m²)

3/ 2714-2 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719, le volume des déchets susceptible d'être présent est supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur 1 000 m³. (volume déclaré : 800 m³)

4/ 2791-2 : Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714... la quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j (quantité déclarée : 8 t/j).

5/ 2517-2 : Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m² (aire déclarée de 9 999 m²)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'activité broyage de bois
- l'activité centre VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	broyage de bois	Autre du 23/11/2011, article 2	/	Sans objet
2	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Sans objet
6	Isolement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 25	/	Sans objet
7	vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
8	Accès-cloture	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 15	/	Sans objet
9	conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
10	dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 25	/	Sans objet
11	attestation capacité	Arrêté Ministériel du 02/05/2012	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	débourbeur-deshuileur	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la date de l'inspection, l'exploitant explique que l'activité broyage de bois n'est plus effective. En cas de reprise d'activité, l'exploitant informera l'inspection des conditions et modalités de reprise. Lors de la visite d'inspection concernant le centre VHU, aucune non conformité n'a été relevée. Le jour de l'inspection, le site est propre et bien entretenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : broyage de bois

Référence réglementaire : Autre du 23/11/2011, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, stock de broyage de bois
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : récépissé de déclaration du 16/02/2015
Constats : L'exploitant explique avoir cessé l'activité broyage de bois sur le plate forme (marchés non reconduits pour les années 2022 et 2023). A l'avenir, de nouvelles dispositions seront mises en place, en cas de reprise d'activité (projet d'extension sur une autre parcelle, plus éloignée des riverains industriels pour limiter les éventuelles nuisances). L'exploitant devra informer les services de la Dreal des éventuelles évolutions ou modifications concernant l'activité broyage de bois, sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 9 de l'arrêté du 26/11/ 2012 L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'état des stock de matières dangereuses est tenu à jour (dépollution des VHU, liquides, huiles et fluides climatisation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 13 de l'arrêté du 26/11/ 2012 I. Accès à l'installation. L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : le site est accessible. Le jour de l'inspection, les voies de circulation intérieures ne sont pas encombrées et facilitent l'accès pour les services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, plan sécurité incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : Article 21 de l'arrêté du 26/11/2012 Plans des locaux et schéma des réseaux. L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.
Constats : —le plan du site sécurité incendie est affiché de manière visible sur la paroi du local accueil, à proximité du parking visiteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : Article 20 de l'arrêté du 26/11/2012 Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils... Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
Constats : Constat : <ul style="list-style-type: none">- extincteurs répartis sur l'ensemble du site- borne incendie dans la zone d'activité (débit de borne incendie, 110 m³/h , source exploitant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Isolement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : Article 25 de l'arrêté du 26/11/2012 V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none">- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ; Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.
Constats : Un bassin de confinement est présent sur le site. La procédure d'isolement est connue du personnel (vanne by-pass commandée manuellement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, contrôles et verifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : Article 24 de l'arrêté du 26/11/2012 Vérification périodique et maintenance des équipements. L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Les extincteurs ont été contrôlés en janvier 2022 par la société Securipro. Les installations électriques ont été vérifiées par Socotec le 6 septembre 2022 (absence d'observations et non conformités).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Accès-cloture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 15 de l'arrêté du 26/11/ 2012 I. Clôture de l'installation. L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 m permettant d'interdire toute entrée non-autorisée
Constats : Le site est clôturé sur l'ensemble du périmètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, hauteur de stockage des VHU
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 41 de l'arrêté du 26 novembre 2012 EntreposageIV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.
Constats : Le jour de l'inspection, le nombre de VHU dépollués est limité (environ un dizaine). L'exploitant explique avoir une gestion à flux tendu, pour éviter d'avoir un stock de VHU sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles Article 25 de l'arrêté du 26 novembre 2012 Rétentions. I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : Les stockages de liquides dangereux sont sur rétention (cuve double peau de 1500l sur rétention pour les fluides, liquides de refroidissement, huiles usagées...), à l'intérieur d'un local conteneur fermé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : attestation capacité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Fluides frigo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Référence réglementaire : cahier des charges annexé à l'AM du 2/05/2012 14° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R.543-99 du Code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.
Constats : L'attestation de capacité V_VHU n°FF0786F02, qui concerne la récupération des fluides frigorigènes de systèmes de climatisation des VHU a été attribuée par DEKRA à compter du 18 juin 2020 jusqu'au 17 juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, nettoyage débourbeur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Référence réglementaire : Article 27 de l'arrêté du 26/11/2012 Collecte des eaux pluviales. Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le débourbeur-déshuileur a été nettoyé le 3 octobre 2022 par l'entreprise BSM Cuves. Les résidus sont évacués avec BSDD vers l'entreprise CHIMIREC . Le récépissé Trackdéchets BSDD a été transmis par mail daté du 3 novembre 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet